



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

**COMMUNE DE
MBOUR (CM)**

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	: Autorité contractante
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
AOR	: Appel d'Offres Restreint
CM	: Commission des Marchés
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	: Agent Comptable Particulier
CMP	: Code des Marchés Publics
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CRD	: Comité de Règlement des Différends
DAO	: Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	: Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	: Demande de Renseignement et de Prix
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
PV	: Procès-verbal
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PI	: Prestations Intellectuelles
TDR	: Termes de référence
UEMOA	: Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	: Non applicable

Dakar, le 07 juillet 2014

A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics
DAKAR
REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

OBJET : Rapport définitif sur la Commune de Mbour
Revue des marchés conclus par les AC en 2012

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant la **Commune de Mbour**.

Ce rapport tient compte des informations et documents complémentaires envoyés par ladite commune à la suite de notre rapport provisoire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Décret 2011- 1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses arrêtés d'application.

C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la gestion 2012, la Commune de Mbour a passé **09 marchés** selon la liste communiquée par la Cellule de Passation des Marchés de la Commune pour un coût global de **F CFA 108 705 163**. Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité avec les données financières et comptables et l'état d'exécution budgétaire mis à notre disposition par le service financier. A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance d'autres marchés passés par la Commune de Mbour sur la période d'audit. Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur **07 dossiers** de marchés représentant 94% du montant global des marchés. Il est présenté comme suit :

Mode de passation		Commune de Mbour				
		Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Scoop en volume
DRP		3	35 122 798	3	35 122 798	100%
AOO	> Seuil DCMP					
	<Seuil DCMP	5	53 582 365	3	47 477 370	89%
Entente directe		1	20 000 000	1	20 000 000	100%
TOTAL		9	108 705 163	7	102 600 168	
Taux de couverture				78%	94%	

Au terme de nos travaux, les principaux constats sont résumés comme suit :

CONSTATS D'ORDRE GENERAL

- ❖ Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés ne sont pas transmis dans les délais requis, à la DCMP et à l'ARMP, en violation des dispositions de l'article 6 de l'arrêté n°11588 qui dispose qu' « au plus tard, le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l'article 36, alinéa 4 du Code des Marchés Publics, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction Centrale des Marchés Publics. »
- ❖ Les attributions définitives n'ont pas fait l'objet de publication dans les 15 jours suivant la notification du marché, en violation des dispositions de l'article 85 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.
- ❖ Les procès- verbaux d'attribution des marchés de DRP ayant atteint le seuil requis ne sont pas transmis à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.
- ❖ Les documents attestant de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats pré sélectionnés ne sont pas versés dans le dossier transmis, en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 2 du Décret n°2011-1048 du Code des Marchés Publics.
- ❖ Les documents pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires ne sont pas fournis, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2, qui disposent que les spécifications techniques et juridiques doivent être bien précises ainsi que la procédure de consultation.
- ❖ La défaillance de l'archivage : les pièces relatives au même marché, ne sont pas systématiquement retrouvées dans un même dossier contrairement aux dispositions de l'arrêté n° 011586/MEF du 27 décembre 2007, et aux instructions de l'ARMP sur le classement et l'archivage.

CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES EXAMINES

1. Appel d'Offres Ouvert

Notre revue a porté sur 3 marchés passés par la procédure d'appel d'offres. Il s'agit de :

- ✓ l'achat de fournitures scolaires pour les écoles de la Commune de Mbour pour un montant de FCFA 21 260 270 (AAO1);
- ✓ le service de gardiennage et de surveillance du marché central et des lieux publics de la Commune de Mbour pour un montant de FCFA 19 851 000 (AAO2);
- ✓ la fourniture d'imprimés registre, de tickets de perception, et d'imprimés de comptabilité à la Commune de Mbour pour un montant de FCFA 21 260 270 (AAO3).

Au terme de notre examen nous avons relevé que :

- les exigences demandées en matière de qualification par la clause 5.1 des Instructions aux candidats (IC) ne sont pas prises en compte lors de l'évaluation des offres. En effet, il s'agissait de vérifier si les soumissionnaires ont fourni des états

financiers certifiés des 3 dernières années et apporte la preuve que le chiffre d'affaires moyen annuel des 3 dernières années est au moins égal à 2 fois le montant du marché. En outre, il fallait apporter la preuve d'avoir effectué au moins deux marchés similaires durant les 3 dernières années entre autres. Or, les PV d'évaluation qui nous ont été transmis ne retracent pas l'exécution de telles tâches.

– pour le premier marché (AAO1), l'attribution de l'offre au candidat Touba Bureautique ne satisfait pas aux conditions de qualification, en violation de la clause IC3 33.5 des Instructions aux candidats.

– pour les 2 derniers marchés (AAO2 et AAO3), les contrats ne sont pas transmis à l'AC pour signature dans le délai minimum de 15 jours suivant la décision d'attribution contrairement aux dispositions de l'article 84 du Décret portant Code des Marchés Publics.

Par ailleurs, pour le marché relatif au gardiennage et à la surveillance du marché central et de lieux publics de la Commune de Mbour, les attestations de l'IPRES, de l'Inspection du travail et de la Caisse de Sécurité Sociale déposées par l'attributaire du marché ANAMRA sont expirées. Il s'y ajoute que la lettre de soumission fournie et signée par l'attributaire n'est pas conforme au modèle type prévu par le dossier d'appel d'offres.

2. Demande de renseignement et de prix

Notre revue a porté sur les trois (3) demandes de renseignement et de prix passées par la Commune de Mbour sur la gestion 2012 :

- ✓ les travaux de terrassement et d'enlèvement d'ordures des dépôts sauvages dans les quartiers périphériques pour un montant de FCFA 5 487 000 (DRP1);
- ✓ la construction de salles de classe pour un montant de FCFA 23 949 378 (DRP2);
- ✓ la fourniture de mobilier de bureau pour le service Etat Civil pour un montant de FCFA 5 686 420 (DRP3).

En sus du constat d'ordre général relatif au défaut de publication de l'attribution des DRP, nous avons relevé les anomalies ci-dessous propres à chacune d'elles :

Pour la DRP1 :

- les critères requis énoncés dans les instructions aux soumissionnaires n'ont pas été pris en compte, les candidats n'ont fourni que des bordereaux de prix et ont été sélectionnés sur cette base.
- l'attributaire de ce marché a uniquement présenté son registre du commerce en violation des articles 78 alinéa 2 et 44 dudit Code des Marchés Publics.

Pour la DRP3 :

- aucun document attestant de l'information aux soumissionnaires non retenus ne nous a été remis;
- les lettres d'invitation à soumissionner ne nous ont pas été transmises.

3. Entente Directe

Un seul marché a été passé selon la procédure d'entente directe. Au terme de notre revue, nous n'avons pas relevé de non-conformité sur la procédure de passation et d'exécution de ce marché. Il s'agit du marché relatif à la fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques pour un montant de F CFA 20 000 000.

CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

Afin de vérifier la réalité des prestations, nous avons constitué un échantillon de marché pour les travaux relatifs à l'exécution physique des obligations de l'attributaire par rapport aux termes du contrat correspondant. Cet échantillon est constitué des marchés suivants :

- ✓ les travaux de terrassement et d'enlèvement d'ordures des dépôts sauvages dans les quartiers périphériques pour un montant de FCFA 5 487 000 (DRP1);
- ✓ la construction de salles de classe pour un montant de FCFA 23 949 378 (DRP2).

A l'issue de nos travaux, les principaux constats généraux peuvent être résumés comme suit :

- l'archivage des documents techniques de gestion du projet est globalement correct. Il reste à compléter les documents de gestion financière des projets et les décomptes de travaux.
- les réceptions provisoires des travaux ne sont pas effectuées après achèvement des travaux. Un retard est noté dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Notre revue sur la conformité de la passation des marchés publics au sein de cette AC a concerné trois (3) DRP, trois (3) AAO et un (1) ED.

- Pour les 3 marchés passés par AAO, les procédures de passation ne sont pas conformes pour des raisons liées à des insuffisances dans l'évaluation de la commission des marchés, et à l'absence de qualification comme c'est le cas pour le marché relatif à l'achat de fournitures scolaires pour les écoles de la Commune de Mbour.
- S'agissant des DRP, deux sur trois des marchés examinés ne sont pas conformes aux procédures de passation. Il s'agit :
 - du marché relatif aux travaux de terrassement et d'enlèvement d'ordures des dépôts sauvages dans les quartiers périphériques pour un montant de 5 487 000 FCFA et,
 - du marché relatif à la fourniture de mobilier de bureau pour le service Etat Civil pour un montant de 5 686 420 FCFA.

Pour la DRP restante, la procédure d'exécution n'est pas conforme au regard des anomalies liées au démarrage et à la réception des travaux.

- Pour le marché passé par entente directe il est estimé globalement conforme aux procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE

Associé



TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	8
1.1. CONTEXTE.....	9
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR.....	9
II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	11
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	12
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION	12
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT	12
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	14
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	14
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE.....	15
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS	15
III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	16
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	17
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	18
IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES	21
V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE LA COMMUNE DE MBOUR.....	23
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	24
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS	25
5.3. RECOMMANDATIONS.....	36
5.4. STATISTIQUE ET INDICATEURS.....	37
ANNEXES	38

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère, et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, exigences essentielles à une bonne gouvernance dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel, en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et de la régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence relatifs à la présente mission.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect par les entités concernées, des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats, aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des

règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les conditions de passation des marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat, sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Sénior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confidence » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de garantir une pleine coopération des structures auditées et d'une traçabilité sans faille des opérations.

2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,

- du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audit en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

2.4.1. L'ECHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check-list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la

faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il y a lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

3. ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

3-1 CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics
- Décret 2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret 2009-522 portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- Décret 2011-1880 du 14 novembre 2011 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux Cellules de Passation des Marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- L'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés
- La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTRÔLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

3.3.2 L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DE LA COMMUNE DE MBOUR

4.1 LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)

La Personne responsable des Marchés est le maire qui est l'ordonnateur du budget de la Commune de Mbour.

4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

Le maire a désigné par arrêté municipal N° 12-091/ CMB du 21 Mars 2012 la Cellule de Passation des Marchés. Cette cellule est chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés. Elle est composée d'un responsable de la cellule (chef du service des finances) et d'un membre (agent voyer de la Commune de Mbour). Les tâches qui lui incombent sont énumérées ci-dessous :

- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- classer et archiver tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
- la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction centrale des marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

Nous avons constaté que la Cellule de Passation des Marchés de la Commune de Mbour ne dispose pas de moyens matériels et humains nécessaires et suffisants pour mener à bien les tâches qui lui sont dévolues.

Par ailleurs nous avons constaté que la Commission des Marchés de la Commune de Mbour n'a pas préparé son rapport annuel pour rendre compte de ses activités durant l'exercice 2012.

4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)

Le maire a désigné par arrêté N° 12-0 du 21 mars 2012, les membres de la Commission des marchés. Elle est composée de 5 membres et de 5 suppléants.

Cette Commission est chargée de :

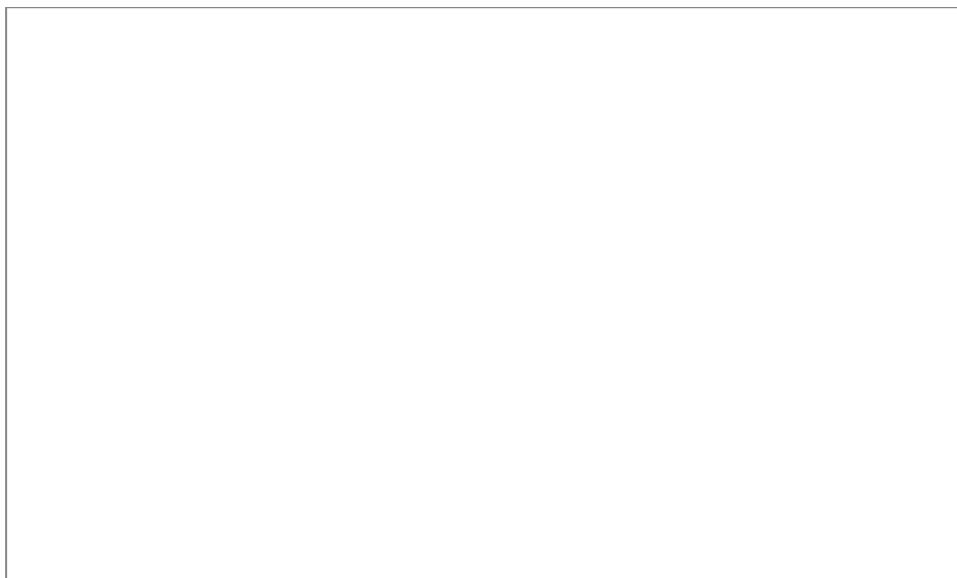
- l'ouverture des plis ;
- l'évaluation des offres ;
- l'attribution provisoire des marchés.

Nous avons noté que les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés ne sont pas transmis dans les délais requis à la DCMP, en violation des dispositions de l'article 6 de l'arrêté n°11588 qui stipule qu'au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants visés à l'article 36, alinéa 4 du Direction Centrale des Marchés publics ».

5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS

5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Au titre de l'année 2012, la Commune de Mbour a passé 05 AOO, 3 DRP et 01 ED pour des montants respectifs de F CFA 53 582 365, F CFA 35 122 798 et F CFA 20 000 000, soit globalement F CFA 108 705 163. Les DRP, ententes directes et appel d'offres concernés sont illustrés dans le graphique suivant :

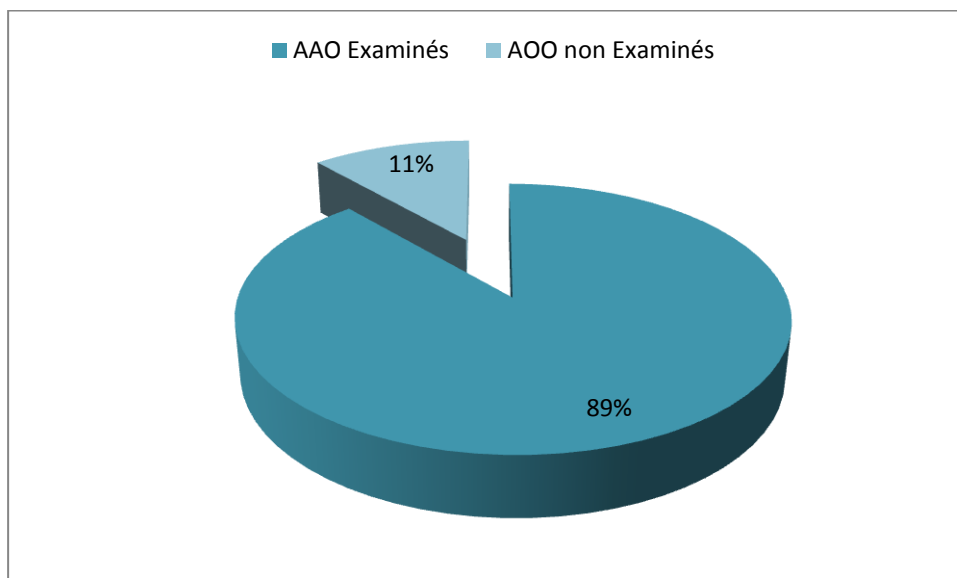


Au titre de l'année 2012, nos travaux ont porté sur un échantillon composé de 07 marchés sur un total de 09, représentant 78% en nombre au cours de la gestion 2012. Les 07 marchés sont constitués de trois (03) appel d'offres ouvert (AOO), d'une (01) entente directe et de trois (03) demandes de renseignements et de prix de montants respectifs de F CFA 47 477 370 , F CFA 20 000 000 et F CFA 35 122 798, soit globalement F CFA 102 600 168 et 94% en valeur des marchés et illustré dans le graphique suivant :

Mode de passation		Commune de Mbour				
		Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Scoop en volume
DRP		3	35 122 798	3	35 122 798	100%
AOO	> Seuil DCMP					
	<Seuil DCMP	5	53 582 365	3	47 477 370	89%
Entente directe		1	20 000 000	1	20 000 000	100%
TOTAL		9	108 705 163	7	102 600 168	
Taux de couverture				78%	94%	

Le recoupement des données auprès de l'Autorité contractante, du site de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) et des états financiers, effectué par nos soins, n'a pas relevé d'autres marchés passés par la Commune de Mbour.

L'ensemble des DRP et la seule ED ont fait l'objet d'une revue dans le cadre de notre échantillonnage; les AAO examinées peuvent être illustrés dans le graphique suivant :



5.2. CONSTATS DE L'AUDIT

5.2.1 CONSTATS GENERAUX

Nos travaux nous ont permis de relever des non- conformités d'ordre général, sur les marchés examinés pendant la période couverte par l'audit.

5.2.1. 1. MISE EN PLACE DE LA COMMISSION DES MARCHES AU-DELA DES DELAIS DE TRANSMISSION DES COPIES DES ACTES DE NOMINATION DES MEMBRES A LA DCMP

Dispositions réglementaires

Selon les dispositions de l'article de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des AC :au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l'article 36, alinéa 4 du Code des Marchés Publics, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics. »

Constat

Nous avons constaté au niveau de la Commune de Mbour, mise en place de la Commission des marchés au-delà du délai de transmission des copies des actes de nomination des membres et de leurs suppléants, en violation des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 décembre 2007.

Recommandation

Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté n°11588 du 28 décembre 2007 pris en application du Code des Marchés.

5.2.1.2. DEFAUT DE PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DEFINITIVE

Dispositions réglementaires

Selon les dispositions de l'article 85 du Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics « dans les 15 jours suivant la notification du marché, l'Autorité contractante publie un avis d'attribution définitive. ».

Constat

Nous avons constaté au niveau de la commune, un défaut de publication de l'attribution définitive dans les 15 jours suivant la notification du marché, en violation des dispositions de l'article 85 décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

Recommandation

Nous vous recommandons de veiller au respect des dispositions de l'article 85 de l'arrêté n°11588 du 28 décembre 2007 pris en application du Code des Marchés.

5.2.1.3. LE DEFAUT DE COMMUNICATION A LA DCMP DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE AU FIN DE PUBLICATION SUR LE SITE DE L'ARMP

Dispositions réglementaires

L'article 78.3b du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics stipule que :

« Les marchés de fourniture atteignant 3 000 000 FCFA et ceux de travaux atteignant 5 000 000 FCFA passés suivant la procédure spécifique de demande renseignement de prix donne lieu : à publication sur le site des marchés publics dès leur attribution lorsque le montant du marché atteint les seuils indiqués au paragraphe précédent ; à cet effet, l'autorité contractante communique à l'organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché. »

Constat

La revue des marchés passés suivant la procédure spécifique de demande de renseignement de prix et atteignant les seuils visés ci-dessus a révélé que la Commune de Mbour n'a pas communiqué à la DCMP aux fins de publication sur le site de l'ARMP : la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant de chaque marché.

Recommandations

Nous recommandons à la Commune de Mbour de respecter les dispositions de l'article 78.3b du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics en communiquant à la DCMP aux fins de publication sur le site de l'ARMP :

- la liste des personnes consultées,
- le nom de l'attributaire,
- la nature et le montant du marché.

5.2.1. 4. DEFAUT DE MATERIALISATION DES INVITATIONS ADRESSEES AUX SOUMISSIONNAIRES

Dispositions réglementaires

L'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics stipule que :

« Pour les marchés de fourniture atteignant 3 000 000 FCFA et ceux de travaux atteignant 5 000 000 FCFA passés suivant la procédure spécifique de demande renseignements de prix, l'autorité contractante sollicite simultanément, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (5) entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans toute la mesure du possible. »

Constat

La revue des marchés passés suivant la procédure spécifique de demande de renseignements de prix et atteignant les seuils visés ci-dessus a permis de constater que les documents attestant de la réception effective des lettres d'invitation par les candidats pré sélectionnés ne sont pas joints dans la plupart des dossiers de marchés transmis, en violation des dispositions de l'article mentionné ci-dessus.

Recommandations

Nous recommandons à la Commune de Mbour de respecter les dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

5.2.1.5. ABSENCE DE DOCUMENTS ATTESTANT DE LA QUALIFICATION DES SOUMISSIONNAIRES

Dispositions réglementaires

Le Code des Marchés Publics stipule en ses articles 44 et 78 alinéa 2 que tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités techniques et juridiques :

« ... tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous les documents et attestations appropriés énumérés par le dossier d'appel à la concurrence ».

Constat

La revue des marchés passés suivant la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix a permis de constater une absence des documents pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2 mentionné ci-dessus.

Recommandations

Nous recommandons à la Commune de Mbour de respecter les dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

5.2.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

5.2.2.1 REVUE DES MARCHES PASSES PAR AOO

Le nombre de marchés, passés suivant la procédure d'appel d'offres, examinés au titre de la gestion 2012 est de 3. Ils sont présentés ci-dessous :

- ✓ **AAO1-MARCHE N° F-18-CMB-12 : FOURNITURES SCOLAIRES POUR LES ECOLES DE LA COMMUNE DE MBOUR : 21 260270 FCFA**

Nous avons noté les anomalies suivantes :

- les exigences demandées en matière de qualification par la clause 5.1 des Instructions aux candidats (IC) ne sont pas prises en compte lors de l'évaluation des offres. Il s'agit des états financiers certifiés des 3 dernières années et de la preuve que le chiffre d'affaires moyen annuel des 3 dernières années est au moins égal à 2 fois le montant du marché.
- l'attribution de l'offre au candidat Touba Bureautique qui ne satisfait pas aux conditions de qualification, en violation de la clause IC3 33.5 des instructions aux candidats.

- ✓ **AAO2-MARCHE N° S-23-CMB-12 : SERVICE DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DU MARCHE CENTRAL ET DE LIEUX PUBLICS : 19 851 000 FCFA**

Nous avons noté les anomalies suivantes :

- Les attestations de l'IPRES, de l'Inspection du travail et de la Caisse de Sécurité Sociale déposées par l'attributaire du marché ANAMRA sont expirées et sont délivrées pour la société SOGIS SARL ;
- L'autorisation d'ouvrir et d'exploiter une agence de gardiennage déposée par l'attributaire ANAMRA est décidée par arrêté 08760/MINT/DGPN/BEM du 28/09/2010 du Ministre de l'intérieur pour la société SOGIS SARL ;
- La lettre de soumission fournie et signée par l'attributaire ANAMRA n'est pas conforme au modèle type prévu par le dossier d'appel d'offres ;
- Les exigences demandées en matière de qualification par la clause 5.3 des Instructions aux candidats (IC) en matière de qualification ne sont pas prises en compte lors de l'évaluation des offres. Il s'agit de la présentation de liquidité et de facilités de crédit d'un montant minimum de 4 millions F CFA, d'apporter la preuve que le montant des prestations de services effectuées est égal au moins à deux fois le chiffre d'affaires annuel moyen des 3 dernières années, d'apporter la preuve d'avoir effectué au moins deux marchés similaires durant les 3 dernières années ;

- Le non-respect du délai de 15 jours pour la signature des marchés, en violation des dispositions de l'article 84 du Code des Marchés Publics. En effet l'attribution est publiée le 14 septembre 2012 et le marché signé 13 jours plus tard, soit le 27 septembre 2012.
- ✓ **AOO3-MARCHE FOURNITURE D'IMPRIMES REGISTRES, DE TICKETS DE PERCEPTION, ET D'IMPRIMES DE COMPTABILITE (LOT2) : 6 366 100 FCFA**

Nous avons noté les anomalies suivantes :

- Le non-respect du délai de 15 jours pour la signature des marchés, en violation de l'article 84 du Code des Marchés Publics. En effet l'attribution est publiée le 10/12/2012 et le marché signé 9 jours plus tard, soit le 19/12/2012 ;
- L'avis d'appel d'offres précise un délai de validité des offres de 90 jours contrairement à la clause IC 19.1 des IC qui mentionne un délai de 60 jours ;
- Les exigences demandées en matière de qualification par la clause 5.1 des Instructions aux candidats (IC) en matière de qualification ne sont pas prises en compte lors de l'évaluation des offres. Il s'agit de la présentation de liquidité et de facilités de crédit d'un montant minimum de 4 millions FCFA, d'apporter la preuve que le montant des prestations de services effectuées est égal au moins à deux fois le chiffre d'affaires annuel moyen des 3 dernières années, d'apporter la preuve d'avoir effectué au moins deux marchés similaires durant les 3 dernières années.

La fiche détaillée de ces marchés est présentée en annexe 1.

5.2.2.2. REVUE DES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

Le nombre de marchés, passés suivant la procédure de demande de renseignement et de prix, examinés au titre de la gestion 2012 est de 03. Nous avons constaté que pour l'ensemble de ces 3 marchés, la Commune de Mbour n'a pas transmis à la DCMP le procès-verbal d'attribution pour publication sur le portail des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78-3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics.

- ✓ **DRP1-MARCHE N°S-14-CMB-12: TRAVAUX DE TERRASSEMENT ET D'ENLEVEMENT D'ORDURES DES DEPOTS SAUVAGES DANS LES QUARTIERS PERIPHERIQUES : 5 487 000 FCFA**

Nous avons noté les anomalies suivantes :

- les critères requis énoncés dans les instructions aux soumissionnaires n'ont pas été pris en compte, les candidats n'ont fourni que des bordereaux de prix et ont été sélectionnés sur cette base ;
- l'attributaire de ce marché n'a présenté que son registre du commerce en violation des articles 78 alinéas 2 et 44 dudit Code des Marchés Publics.

- ✓ **DRP2-MARCHE N° T-7-CMB-12 : CONSTRUCTION ET REPARATION DE SALLES DE CLASSES**

Nous n'avons pas d'observations particulières sur la passation de ce marché.

✓ **DRP3-MARCHE N° F-09-CMB-12 : FOURNITURE MOBILIER DE BUREAU POUR LE SERVICE ETAT CIVIL : 5 686 420 F CFA**

Nous avons noté les anomalies suivantes :

- Aucun document attestant de l'information aux soumissionnaires non retenus ne nous a été remis en violation de l'article 78 alinéa 2 dudit Code des Marchés Publics ;
- Les lettres d'invitation à soumissionner ne nous ont pas été transmises : nous ne pouvons nous assurer de la transparence dans la présélection des fournisseurs.

La revue détaillée de ces marchés est présentée en annexe 2.

5.2.2.3 REVUE DES MARCHES PASSES PAR ED

Le seul marché d'entente directe a été examiné au titre de la gestion 2012. Il s'agit du marché suivant :

✓ **ED1- MARCHE N° F0037/12 : FOURNITURE DE MEDICAMENTS ET PRODUITS PHARMACEUTIQUES**

Nous avons noté que la Commune de Mbour n'a pas établi pour ce marché passé, de compte rendu détaillé de la procédure de passation et d'exécution. Cela en violation de l'article 77-5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui stipule que : « à l'exception des marchés relatifs à la défense et à la sécurité de l'Etat soumis à la procédure décrite à l'article 76-2b, les marchés passés par entente directe donnent lieu à un compte rendu détaillé de la procédure de passation et d'exécution établi par l'autorité contractante et communiqué au Premier Ministre et à l'organe chargé de la régulation des marchés publics.

La revue détaillée de ces marchés est présentée en annexe 3.

5.2.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur deux (02) marchés de travaux et les principaux constats généraux peuvent être résumés comme suit :

- l'archivage des documents techniques de gestion du projet est globalement correct. Il reste à compléter les documents de gestion financière des projets. De plus, les copies de décomptes de travaux ne sont pas disponibles ;
- Les règlements sont effectués après déduction des retenues de garantie conformément au contrat ;
- les réceptions provisoires des travaux ne sont pas effectuées après achèvement des travaux. Un retard est noté dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux ;
- Globalement, on peut noter une exécution satisfaisante des travaux avec une bonne implication des parties prenantes.

Les constats spécifiques au marché examiné sont détaillés ci-après.

5.3.1 Travaux de construction et réparation salles de classes

5.3.1.1 Données générales

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHE FCFA TTC	LOCALISATION
01	T-07 –CMB-12	Travaux	23 949 378	Mbour
❖ Maître de l’Ouvrage :		Commune de Mbour		
❖ Entreprise:		ENATRI		
❖ Mission de contrôle :		Services Techniques communaux Mbour		
❖ Financement :		Etat du Sénégal		
❖ Date de démarrage				
❖ Date de notification		22/05/2013		
❖ Délai d’exécution		6 mois		
❖ Date de réception provisoire				

5.3.1.2- Evaluation technique

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- Le marché porte sur des travaux de construction de deux salles de classes, la réparation de deux salles de classe et l’achèvement de 04 salles de classe dans la Commune de Mbour ;
- L’ordre de service de démarrage des travaux a été établi le 04 mai 2013 et notifié en Juin 2013. le premier décompte de travaux a été établi le 06 mai 2013 ; l’ordre de service a été établi avant notification du marché.
- Les dégradations et malfaçons localisées sont cependant notées à certains endroits ;
 - finition du tableau noir à certains endroits ;
 - raccordements du carrelage ;
 - dallage périphérique autour de salles de classes.
 - le scellement de certaine menuiserie ;
 - travaux de finition placard incomplet

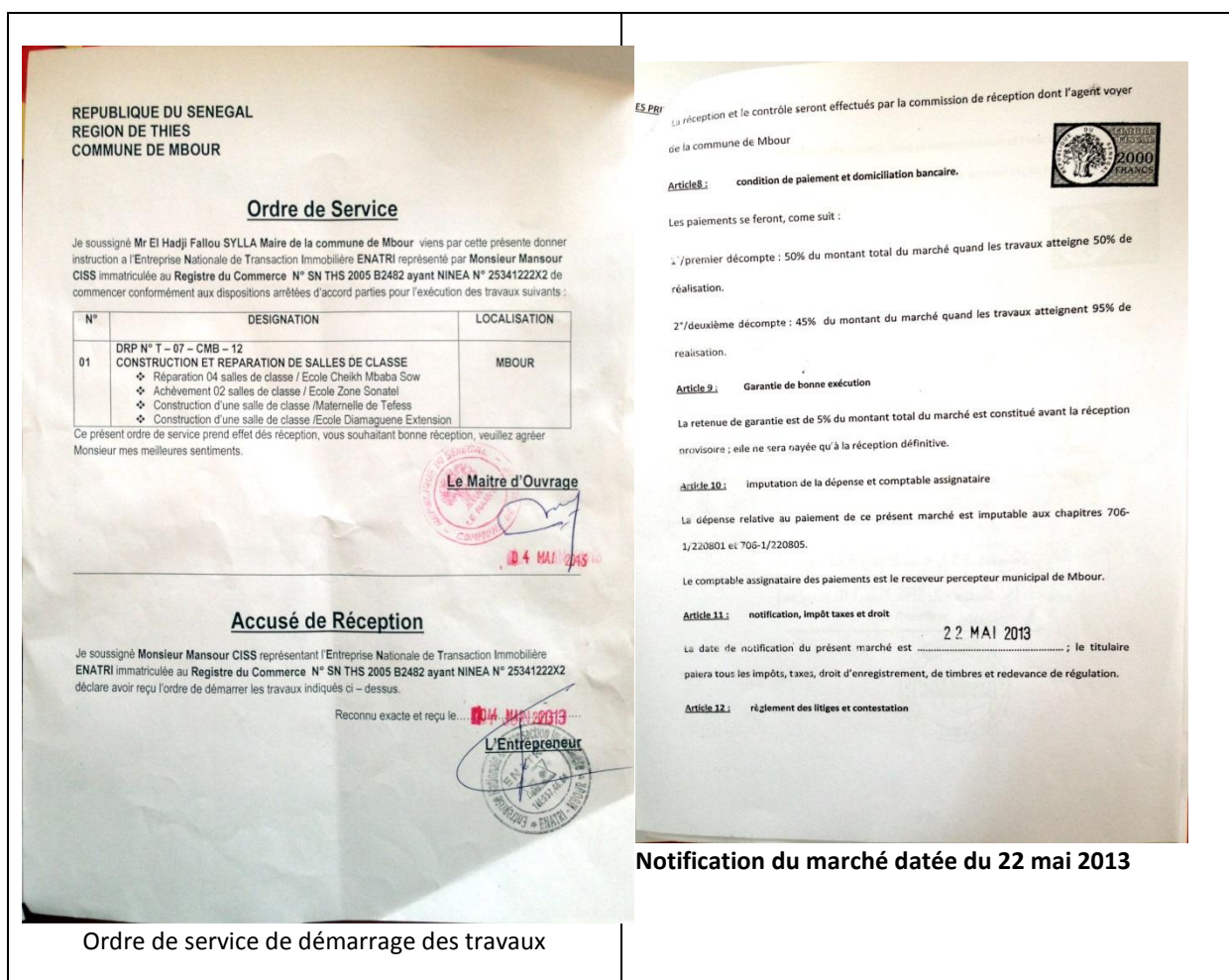
Ces dégradations doivent faire l'objet de réserves avant réception provisoire des travaux.

- les travaux sont globalement bien exécutés et appréciés par les bénéficiaires;

5.4.1.3 Recommandations

Nous recommandons une amélioration dans l'enregistrement du processus de gestion technique pour assurer une plus grande fiabilité des données.

5.3.1.4-Illustrations photographiques





5.3.2 Terrassement et enlèvement des dépôts sauvages dans les quartiers périphériques

4.3.2.1 Données générales

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHE FCFA TTC	LOCALISATION
02		Travaux	5 487 000	Commune de Mbour
❖ Maître de l’Ouvrage :		Commune de Mbour		
❖ Entreprise:		Matar Ndour		
❖ Financement :		Etat du Sénégal		
❖ Date approbation		17/10/2012		
❖ Délai d’exécution		5 jours		
❖ Date de réception provisoire		22/10/2012		

4.3.2.2- Evaluation technique

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- le marché porte sur des travaux de terrassement et d’enlèvement d’ordures des dépôts sauvages dans les quartiers périphériques de Mbour ;
- les spécifications techniques du dossier d’appel d’offres sont détaillées avec une description de la nature et du nombre de matériel à mettre en place ;
- les travaux ont été exécutés à plusieurs endroits de la ville ;
- la réception des travaux a été prononcée le 22 octobre 2012.

4.4.1.3 Recommandations

Nous recommandons une contractualisation des travaux d’enlèvement des ordures sur une période plus longue (annuelle) pour assurer une pérennité des actions.

5.3.2.4-Illustrations photographiques



Zone de la gare interurbaine nettoyée



Début de reconstitution des ordures



Reconstitution des ordures dans le temps après passage des engins de terrassement

REPUBLIQUE DU SENEGAL
COMMUNE DE MBOUR

PROCES – VERBAL DE RECEPTION DEFINITIVE

TRAVAUX DE : TERRASSEMENT ET ENLEVEMENT DES DEPOTS SAUVAGES
D'ORDURES DANS LES QUARTIER PERIPHERIQUES

L'AN DEUX MILLE DIX SEPT
Le 22-10-2019 à 9 Heures 40 mn

Nous soussignés :

Mr EL HADJI FALOU SYLLA MAIRE DE LA COMMUNE

MR MBAYE GUEYE CONSEILLER MUNICIPAL

Mr ALIOU DIOME AGENT VOYER

M

M

M

M

En présence de l'entrepreneur dûment convoqué nous sommes transportés sur les lieux pour examiner et vérifier les travaux exécutés par : MATAR NDOUR

Suivant marché approuvé le 17-10-2019

Il résulte de cet examen que les travaux peuvent être reçus

A MBOUR, Le 22-10-2019 Les jours, mois, et an

Procès-verbal de réception des travaux

Le détail de la revue physique de chacun de ses marchés est présenté ci-dessus :

5.3 RECOMMANDATIONS

La synthèse des recommandations issues de nos travaux est consignée dans le tableau ci-après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1.	La mise en place tardive de la Commission des Marchés au-delà des délais de transmission des copies des actes de nomination des membres à la DCMP	Veiller au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté n°11588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des marchés des AC	Maire/CM
2.	Défaut de publication de l'Attribution définitive.	Veiller au respect des dispositions de l'article 85 du Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011.	Maire/CM
3.	Défaut de communication à la DCMP et à l'ARMP de l'Attribution du marché aux fins de publication sur le site de l'ARMP.	Veiller au respect des dispositions de l'article 78.3 b du Décret N° 2011-1048 du 27 Juillet 2011.	Maire/CM
4.	Défaut de justification des invitations adressées aux soumissionnaires	Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011.	Maire/CM
5.	Absence de documents attestant de la qualification des soumissionnaires	Veiller au respect des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2.	Maire /CM

5.4 STATISTIQUES ET INDICATEURS

5.4.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	AOO 1	AOO2	AOO 3	DRP1	DRP2	DRP3	ED	Total anomalies	Total marchés revus	Statistique des anomalies
Anomalies organisationnelles										
La mise en place de la Commission des Marchés au-delà des délais de transmission des copies des actes de nomination des membres à la DCMP	1	1	1	1	1	1	1	07	09	100%
Anomalies sur les règles de publicité										
Défaut de publication de l'Attribution définitive.	1	1	1					3	03	100%
Défaut de communication à la DCMP de l'Attribution du Marché aux fins de publication sur le site de l'ARMP				1	1	1		3	03	100%
Défaut de justification des Invitations adressées aux soumissionnaires					1	1		2	03	50%
Anomalies sur le contrat										
Absence de documents attestant de la Qualification des soumissionnaires					1	1	1	3	03	100%

SOMMAIRE DES ANNEXES

1 - REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES OUVERT	39
2- REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP.....	46
3. REVUE DETAILLEE DES MARCHES D'ENTENTE DIRECTE	52
4. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES.....	54
5. REPONSES DE GRANT THORNTON AUX OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DE LA COMMUNE DE MBOUR	56
6. OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DE LA COMMUNE DE MBOUR SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE.....	65

APPELS D'OFFRES OUVERTS

AOO- FOURNITURES SCOLAIRES POUR LES ECOLES DE LA COMMUNE DE MBOUR

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Le présent appel d'offres est relatif à l'achat de fournitures scolaires pour les écoles de la Commune de Mbour pour un montant de FCFA 21 260 270.

DONNEES SUR LE MARCHE

Données du marché	
Numéro DAO	
1. Financement,	Budget Communal
2. Nom de l'Autorité contractante:	Commune de Mbour
3. Intitulé du marché:	Fournitures scolaires pour les écoles de la Commune de Mbour
4. Numéro du marché:	F-18-CMB-12
5. Description des biens, travaux ou services,	fourniture de cahiers, craies et stylos
6. Nom de l'attributaire du marché,	Touba Bureautique
7. Nombre d'offres reçues,	4
8. Date limite de dépôt des offres	21/12/2012
9. Date d'ouverture des plis	21/12/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	22/01/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	06/02/2013
12. Date d'Approbation	N/A
13. Date de notification	11/02/2013
14. Date de publication de l'attribution définitive	Non transmis
15. Date ordre de service de commencer	Non transmis
16. Date de démarrage effectif	N/A
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	20/03/2013
19. montant marché	21 260 270 F CFA TTC
20. montant budget	18 000 000 F CFA TTC

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les anomalies suivantes :

- les exigences demandées en matière de qualification par la clause 5.1 des Instructions aux candidats (IC) ne sont pas prises en compte lors de l'évaluation des offres. Il s'agit des états financiers certifiés des 3 dernières années et de la preuve que le chiffre d'affaires moyen annuel des 3 dernières années est au moins égal à 2 fois le montant du marché ;
- l'attribution de l'offre au candidat Touba Bureautique qui ne satisfait pas aux conditions de qualification, en violation de la clause IC3 33.5 des instructions aux candidats ;

- le défaut de publication de l'attribution définitive dans les 15 jours suivant la notification du marché, en violation des dispositions de l'article 85 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Mbour:

- de mettre en place un archivage efficace ;
- de prendre en compte tous les critères d'évaluation prévus dans le dossier d'appel d'offres ;
- d'attribuer le marché au soumissionnaire répondant aux critères de qualification ;
- de publier l'attribution définitive dans les 15 jours suivant la notification du marché.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Mbour n'a pas respecté les dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés.

AOO- SERVICE DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DU MARCHÉ CENTRAL ET DE LIEUX PUBLICS

COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ

Le présent appel d'offres est relatif au service de gardiennage et de surveillance du marché central et de lieux publics de la Commune de Mbour pour un montant de FCFA 19 851 000.

DONNEES SUR LE MARCHÉ

Données du marché	
Numéro DAO	
1. Financement,	Budget Communal
2. Nom de l'Autorité contractante:	Commune de Mbour
3. Intitulé du marché:	Service de gardiennage et de surveillance du marché central et de lieux publics
4. Numéro du marché:	S-23-CMB-12
5. Description des biens, travaux ou services,	service de gardiennage
6. Nom de l'attributaire du marché,	ANAMRA
7. Nombre d'offres reçues,	1
8. Date limite de dépôt des offres	20/08/2012
9. Date d'ouverture des plis	20/08/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	14/09/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	27/09/2012
12. Date d'Approbation	N/A
13. Date de notification	30/08/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive	non publiée
15. Date ordre de service de commencer	non transmis
16. Date de démarrage effectif	27/10/2012
17. Délai d'exécution,	12 mois
18. Date de réception (provisoire)	en cours
19. montant marché	19 851 000 F CFA TTC
20. montant budget	20 000 000 F CFA TTC

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater:

- l'absence dans le dossier :
- de l'ordre de service de commencer.
- Les attestations de l'IPRES, de l'Inspection du travail et de la Caisse de Sécurité Sociale déposées par l'attributaire du marché ANAMRA sont expirées et sont délivrées pour la société SOGIS SARL ;

- Un faible taux de réponse des candidats ;
- L'autorisation d'ouvrir et d'exploiter une agence de gardiennage déposée par l'attributaire ANAMRA est décidée par arrêté 08760/MINT/DGPN/BEM du 28/09/2010 du Ministre de l'intérieur pour la société SOGIS SARL ;
- La lettre de soumission fournie et signée par l'attributaire ANAMRA n'est pas conforme au modèle type prévu par le dossier d'appel d'offres ;
- Les exigences demandées en matière de qualification par la clause 5.3 des Instructions aux candidats (IC) ne sont pas prises en compte lors de l'évaluation des offres. Il s'agit de la présentation de liquidité et de facilités de crédit d'un montant minimum de 4 millions F CFA, d'apporter la preuve que le montant des prestations de services effectuées est égal au moins à deux fois le chiffre d'affaires annuel moyen des 3 dernières années, d'apporter la preuve d'avoir effectué au moins deux marchés similaires durant les 3 dernières années.
- Le non respect du délai de 15 jours pour la signature des marchés, en violation des dispositions de l'article 84 du Code des Marchés Publics. En effet l'attribution est publiée le 14 septembre 2012 et le marché signé 13 jours plus tard, soit le 27 septembre 2012.
- Le défaut de publication de l'attribution définitive dans les 15 jours suivant la notification du marché, en violation des dispositions de l'article 85 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

➤ **Recommandations**

Nous recommandons à la Commune de Mbour:

- de mettre en place un dispositif de classement efficace ;
- de prendre en compte tous les critères d'évaluation prévus dans le dossier d'appel d'offres ;
- d'attribuer le marché au soumissionnaire répondant aux critères de qualification ;
- de soumettre le marché pour signature dans un délai de 15 jours suivant la publication de l'attribution provisoire.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

Les procédures n'ont pas été respectées.

AOO- FOURNITURE D'IMPRIMES REGISTRES, DE TICKETS DE PERCEPTION, ET D'IMPRIMES DE COMPTABILITE (LOT2)

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Le présent appel d'offres est relatif au lot 2 de la fourniture d'imprimés registres, de tickets de perception, et d'imprimés de comptabilité à la Commune de Mbour pour un montant de FCFA 21 260 270.

DONNEES SUR LE MARCHE

Données du marché	
Numéro DAO	
1. Financement,	Budget Communal
2. Nom de l'Autorité contractante:	Commune de Mbour
3. Intitulé du marché:	Fourniture d'imprimés registres, de tickets de perception, et d'imprimés de comptabilité (lot2)
4. Numéro du marché:	Non numéroté
5. Description des biens, travaux ou services,	fourniture d'imprimés
6. Nom de l'attributaire du marché,	KADIC Multiservices
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date limite de dépôt des offres	19/11/2012
9. Date d'ouverture des plis	19/11/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	10/12/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	19/12/2012
12. Date d'Approbation	N/A
13. Date de notification	24/12/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive	non publiée
15. Date ordre de service de commencer	non transmis
16. Date de démarrage effectif	N/A
17. Délai d'exécution,	15 jours
18. Date de réception (provisoire)	19/03/2013
19. montant marché	6 366 100 F CFA TTC
20. montant budget	10 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater les anomalies et non conformités suivantes :

- l'absence dans le dossier ;
 - de l'ordre de service de commencer ;
 - de l'acte de notification du marché.
- le non respect du délai de 15 jours pour la signature des marchés, en violation des dispositions de l'article 84 du Code des Marchés Publics. En effet l'attribution est publiée le 10/12/2012 et le marché signé 9 jours plus tard, soit le 19/12/2012 ;

- l'avis d'appel d'offres précise un délai de validité des offres de 90 jours contrairement à la clause IC 19.1 des IC qui mentionne un délai de 60 jours ;
- les exigences demandées en matière de qualification par la clause 5.1 des Instructions aux candidats (IC) ne sont pas prises en compte lors de l'évaluation des offres. Il s'agit de la présentation de liquidité et de facilités de crédit d'un montant minimum de 4 millions F CFA, d'apporter la preuve que le montant des prestations de services effectuées est égal au moins à deux fois le chiffre d'affaires annuel moyen des 3 dernières années, d'apporter la preuve d'avoir effectué au moins deux marchés similaires durant les 3 dernières années;
- le défaut de publication de l'attribution définitive dans les 15 jours suivant la notification du marché, en violation des dispositions de l'article 85 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Mbour:

- de mettre en place un dispositif efficace de classement ;
- de prendre en compte tous les critères d'évaluation prévus dans le dossier d'appel d'offres ;
- d'attribuer le marché au soumissionnaire répondant aux critères de qualification ;
- de publier l'attribution définitive dans les 15 jours suivant la notification du marché.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

A l'exception des points de non conformités sus mentionnés, la Commune de Mbour a essentiellement respecté les dispositions du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

✚ MARCHE N° S-14-CMB-12: TRAVAUX DE TERRASSEMENT ET D'ENLEVEMENT D'ORDURES DES DEPOTS SAUVAGES DANS LES QUARTIERS PERIPHERIQUES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative aux travaux de terrassement et d'enlèvement d'ordures des dépôts sauvages dans les quartiers périphériques pour un montant de 5 487 000 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	BUDGET
2. Nom de l'Autorité contractante	MAIRIE DE MBOUR
3. Intitulé du marché	Travaux de terrassement et d'enlèvement d'ordures des dépôts sauvages dans les quartiers périphériques
4. Numéro du marché	S-14-CMB-12
5. Description des biens, travaux ou service	Travaux de terrassement et d'enlèvement
6. Nom de l'attributaire du marché	Etablissements Mactar Ndour
7. Nombre d'offres reçues,	4
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	03/10/2012
10.Date ouverture des plis	12/10/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	17/10/2012
12. Date de publication des résultats	L'attribution du marché n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP
13. Date Ordre de service de commencer	ordre de service non transmis
14. Date de démarrage effectif de prestation	à la réception de l'ordre de service (selon le contrat)
15. Délai d'exécution	5 jours
16. Date de réception	22/10/2012
17. Montant du marché	5 487 000 TTC
18. Montant du Budget	6 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier :
 - de l'Ordre de service de commencer,
 - de la lettre de notification au candidat retenu,
 - de la lettre d'information aux candidats non retenus,
 - de l'offre de l'attributaire du marché (critères énoncés dans la lettre d'invitation (instructions aux soumissionnaires) non pris en compte).

- l'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics ;
- aucun document attestant de l'information aux soumissionnaires non retenu ne nous a été remis en violation de l'article 78 alinéa 2 dudit Code des Marchés Publics ;
- Les lettres d'invitation aux candidats pré sélectionnés n'ont pas été transmises simultanément en violation de dispositions de l'article 78 alinéa 2 du décret n°2011-1048 du Code des Marchés Publics ;
- les critères requis énoncés dans les instructions aux soumissionnaires n'ont pas été pris en compte, les candidats n'ont fourni que des bordereaux de prix et on était sélectionné sur cette base ;
- l'attributaire de ce marché n'a présenté que son registre du commerce en violation des articles 78 alinéa 2 et 44 dudit Code des Marchés Publics ;
- aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires ne nous on était fourni, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2, qui stipulent que les spécifications techniques doivent être bien précises ainsi que la procédure de consultation ;
- l'évaluation est sommaire et des tableaux comparatifs des caractéristiques techniques ne sont pas établis.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Mbour de veiller au respect des dispositions des articles 78 alinéa3b, 78 alinéa 2 et 44 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Les dispositions sur certaines procédures n'ont pas été respectées.

MARCHE N° T-7-CMB-12: CONSTRUCTION ET REPARATION DE SALLES DE CLASSES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à la Construction de Salles de classe pour un montant de 23 949 378 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	BUDGET
2. Nom de l'Autorité contractante	MAIRIE DE MBOUR
3. Intitulé du marché	Construction et Réparation de Salles de classes
4. Numéro du marché	T-7-CMB-12
5. Description des biens, travaux ou service	Construction et Réparation
6. Nom de l'attributaire du marché	ENATRI SARL
7. Nombre d'offres reçues,	5
9. Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	20/07/2012
10. Date ouverture des plis	31/07/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	22/05/2013
12. Date de publication des résultats	L'attribution du marché n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP
13. Date Ordre de service de commencer	Ordre de service non transmise
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non Indiquée
15. Délai d'exécution	6 mois
16. Date de réception	27/11/2013
17. Montant du marché	23 949 378 TTC
18. Montant du Budget	24 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- un délai de passation trop long ; nous notons plus de 9 mois entre la date d'ouverture des plis et la date de signature des contrats ;
- l'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Mbour de veiller au respect des dispositions des articles 78 alinéa 3b ; 78 alinéa 2 et 44 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

A l'exception des points de non conformités sus mentionnés, la Commune de Mbour a essentiellement respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés.

MARCHE N° F-09-CMB-12: FOURNITURE DE MOBILIER DE BUREAU POUR LE SERVICE ETAT CIVIL

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP est relative à la fourniture de mobilier de bureau pour le service Etat Civil pour un montant de 5 686 420 FCFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	BUDGET COMMUNAL
2. Nom de l'Autorité contractante	MAIRIE DE MBOUR
3. Intitulé du marché	Fourniture mobilier de bureau service Etat civil
4. Numéro du marché	F-09-CMB-12
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture et mobilier de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	MANGUI NII
7. Nombre d'offres reçues,	5
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation	LETTRE D'INVITATION NON TRANSMISE
10. Date ouverture des plis	30/08/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis)	Lettre de contrat non transmise
12. Date de publication des résultats	L'attribution du marché n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP
13. Date Ordre de service de commencer	Ordre de service non transmise
14. Date de démarrage effectif de prestation	Non Indiquée
15. Délai d'exécution	Non Indiquée
16. Date de réception	BL 03/12/2012
17. Montant du marché	5 686 420 TTC
18. Montant du Budget	8 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier des documents suivants:
 - Lettre d'invitation,
 - Lettre d'information aux candidats non retenu,
 - Ordre de service de commencer ;
- que l'attribution n'a pas fait l'objet de publication dans le site de l'ARMP comme le stipule l'article 78 alinéa 3b du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics ;
- aucun document attestant de l'information aux soumissionnaires non retenus ne nous a été remis en violation de l'article 78 alinéa 2 dudit Code des Marchés Publics ;

- aucun document pouvant attester de la capacité juridique des différents soumissionnaires ne nous a été fourni, en violation des dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2, qui stipulent que les spécifications techniques doivent être bien précises ainsi que la procédure de consultation.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Mbour de veiller au respect des dispositions des articles 78 alinéa 3b ; 78 alinéa 2 et 44 du Décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Les procédures n'ont pas été respectées.

ENTENTE DIRECTE

ED - FOURNITURE DE MEDICAMENTS ET PRODUITS PHARMACEUTIQUES

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L'appel d'offres ouvert national est relatif à la fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques d'un montant de 20 000 000 F CFA.

DONNEES SUR LE MARCHE

Numéro marché	F 0037/12
1. Financement,	BUDGET COMMUNAL
2. Nom de l'Autorité contractante,	COMMUNE DE MBOUR
3. Intitulé du marché,	Fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques
4. Numéro du marché,	F 0037/12
5. Description des biens, travaux ou services,	médicaments et produits pharmaceutiques
6. Nom de l'attributaire du marché,	Pharmacie régionale d'Approvisionnement de Thiès
7. Date ordre de service de commencer	Non Indiquée
8. Date de démarrage effectif	Non Indiquée
9. Délai d'exécution,	Non Indiquée
10. Date de réception (provisoire)	NON COMMUNIQUE
11. Montant marché	20 000 000 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- le défaut d'établissement d'un compte rendu détaillé de la procédure de passation et d'exécution, en violation des dispositions de l'article 77-5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui stipule que : à l'exception des marchés relatifs à la défense et à la sécurité de l'Etat soumis à la procédure décrite à l'article 76-2b, les marchés passés par entente directe donne lieu à un compte rendu détaillé de la procédure de passation et d'exécution établi par l'autorité contractante et communiqué au Premier Ministre et à l'organe chargé de la régulation des marchés.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Mbour de mettre à notre disposition les documents manquants et de veiller au respect des dispositions de l'article 77-5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

A l'exception du non respect des dispositions de l'article 77, la Commune de Mbour a essentiellement respecté les dispositions du Code et de ses textes d'application en matière de procédure de passation et d'exécution.

**SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE L'AUDIT DE LA
GESTION 2010**

POINTS DE RECOMMANDATIONS	SUIVI DE LA RECOMMANDATION
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES	
AO	
Contrôle du dépôt de la garantie de soumission dans le PVO non effectué	Recommandation levée
Exigences en matière de qualification non précisées pour l'AAO	Recommandation maintenue
Carence du rapport d'évaluation	Recommandation levée
Durée de validité de la garantie de soumission non précisée	Recommandation levée
PV condensés	Recommandation levée
DRP	
Circulaire 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	Recommandation levée
Violation de l'article 6 du CMP sur l'inscription de l'ensemble des marchés envisagés dans le PPM	Recommandation levée
Violation des articles 43 et 45 du CMP sur l'accès à la commande publique	Recommandation levée
Violation de l'article 44 du CMP par les conditions à remplir pour prendre part aux marchés	Recommandation maintenue
Violation de l'article 67 sur l'ouverture des plis	Recommandation levée
Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des dossiers de marchés	Recommandation maintenue
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE	
Se conformer au CMP pour la détermination du taux et du montant de la garantie de bonne exécution	Recommandation levée

**REPONSES DE GRANT THORTON AUX OBSERVATIONS ET
COMMENTAIRES DE LA COMMUNE DE MBOUR SUR
NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

Dakar le 16 juillet 2014

A Monsieur le Maire de la Commune de Mbour,

N/Réf ; 0859/2014/MG/KS/RC

Objet : Réponse aux commentaires de la commune de Mbour à notre rapport provisoire sur la revue indépendante des marchés conclus au titre de l'exercice 2012.

Monsieur le Directeur,

Nous accusons réception de la lettre citée en référence, relative à l'objet précité et vous en remercions.

Nous vous prions de trouver en annexe notre réponse relative aux observations de la Commune de Mbour.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer **Monsieur le Maire**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE

Associé



Points d'observations de la Commune de MBOUR	Réponses de l'Auditeur
<p>1) Transmission des actes de nomination des membres de la commission des marchés</p> <p>Même s'il y a des retards dans la transmission des actes de nomination des membres de la commission des marchés aucun marché n'a été passé avant la transmission desdits actes à l'ARMP et à la DCMP. C'est le lieu de rappeler que les communes ont jusqu'au 31 mars pour voter leur budget et qu'aussi, de façon pratique, les actes de nomination des membres de la commission des marchés accompagnaient, souvent, le PPM et l'avis général qui dépendent du budget.</p>	<p>La publication du PPM dont la date limite est fixée au 31 mars n'a rien à voir avec la nomination des membres de la CM dont l'acte doit être transmis à la DCMP au plus tard le 5 janvier de chaque année.</p> <p>Le constat reste maintenu.</p>
<p>2) Publication des attributions définitives des appels d'offres</p> <p>Pour la publication des attributions définitives nous tenterons d'y remédier pour la prochaine fois conformément aux dispositions de l'article 85 du Code des Marchés Publics.</p>	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Le constat reste maintenu.</p>
<p>3) Transmission à la DCMP des données sur les DRP ayant atteint un certain seuil</p> <p>Nous ne manquerons pas également, à l'avenir, de transmettre à l'organe chargé du contrôle des marchés, DCMP, conformément aux dispositions de l'article 78.3b du Code des Marchés Publics, les marchés, de mode de passation demande de renseignement et de prix, atteignant les seuils de 3 000 000 FCFA pour les fournitures et de 5 000 000 FCFA pour les travaux les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des personnes consultées; - l'attributaire; - le montant et la nature du marché. <p>Nous avons respecté les dispositions de l'article 78.2 pour la matérialité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des lettres d'invitation des candidats; - de l'information des candidats non retenus ; - de la notification à l'attributaire provisoire. <p>Ainsi, nous vous avons montré les décharges des candidats au cours des deux étapes de cette procédure. Nous vous enverrons les documents attestant le respect des dispositions de l'article 78.2 du Code des Marchés Publics.</p>	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Le constat reste maintenu.</p> <p>Il s'agit d'un constat d'ordre général.</p> <p>Après vérification des pièces que vous nous avez envoyées, il s'avère que même si certains candidats remplissent les conditions énumérés aux articles 44 et 78 alinéa 2, d'autres par contre sont en porta faux avec les dites dispositions. Le constat reste maintenu</p>
<p>4) Application des articles 44 et 78-2</p> <p>Pour l'application des articles 44 et 78 alinéa 2: « tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnemental requises pour exécuter le marché en présentant tous les documents et attestations appropriées énumérés par le dossier d'appel à la concurrence ».</p> <p>Nous essayons de nous conformer progressivement à ces</p>	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre.</p> <p>Le constat reste maintenu.</p>

<p>deux dispositions réglementaires tout en conseillant aux soumissionnaires les voies de leur mise à niveau.</p> <p>Nous vous enverrons les copies des pièces justificatives des candidats retenus conformément aux dispositions des articles cités ci-dessus, pour les marchés sélectionnés pour lesquels le pré-rapport a dit : «non fournies».</p> <p>Les seules fois que nous avons laissé passer c'est quand nous étions dans une situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de rupture de tickets de perception (la relance de l'avis d'appel d'offres nous mettrait dans une situation de priver à commune de Mbour d'au moins deux mois de recettes) ; - de faire face aux urgences des opérations contre les inondations. <p>La relance de l'appel d'offres retarderait les travaux, prestations et fournitures de plus de deux mois, au moins, avec une incertitude sur les candidats potentiels quant à leur capacité à remplir les exigences de qualification pour les lesquelles l'appel d'offres a été relancé. Cela pourrait nous mettre dans le cercle vicieux de relance et de soumissions de candidats ne remplissant pas toutes les exigences en matière de qualification quand bien même qu'ils soient capables de réaliser les fournitures, prestations et travaux pour lesquels ils étaient retenus.</p> <p>Dans ces cas de figure nous avons choisi le soumissionnaire le moins cher sur le prix et présentant le maximum de qualifications au regard du cahier des charges.</p> <p>Dans tous les cas de figure, les fournitures, prestations et les travaux ont été réalisés à la satisfaction des bénéficiaires.</p> <p>Si nous devons respecter à la lettre toutes les exigences des dossiers types nous serions dans une situation de déclarer beaucoup de nos appels d'offres infructueux. Parfois nous prenons les documents disponibles et nous donnons un délai aux candidats pour compléter les documents manquants.</p>	<p>Les dispositions des articles 44 et 78 alinéa 2 ne visent pas seulement les candidats retenus mais tout candidat à un marché public. Il s'agit d'un constat d'ordre général. Le constat reste maintenu.</p> <p>Pour chaque appel à la concurrence, vous devez exiger des candidats la fourniture des pièces énumérées aux articles 44 et 78. La Commune de Mbour n'a pas correctement évalué ses besoins et n'en a pas planifié l'utilisation comme le stipule l'article 6 du décret portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Le constat reste maintenu.</p> <p>Le Code des Marchés Publics est fait pour être appliqué, son interprétation relève de l'ARMP. Le constat reste maintenu.</p>
<p>5) Travaux de terrassement et d'enlèvement des ordures dans les dépôts sauvages dans les quartiers périphériques - Sur les documents manquants</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'ordre de service de commencer : nous corrigerons la prochaine fois 2. l'accusé de réception, des lettres d'invitation, vous a été présenté (nous vous les donnerons à nouveau) 	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>La revue des documents que vous nous avez transmis relativement à la simultanéité de l'envoi des lettres d'invitations aux candidats laisse</p>

<p>3. les lettres de notification au candidat retenu et celles aux candidats non retenus vous ont été présentées (nous vous les donnerons à nouveau)</p> <p>Les critères énoncés dans la lettre d'invitation sont prises en compte pour le choix de l'attributaire.</p> <p>C'est vrai que nous n'avons pas publié l'attribution de ce marché sur le site de l'ARMP nous tacherons de corriger, à l'avenir, ce manquement pour toutes autres attributions de DRP.</p> <p>Nous vous donnerons également ci-jointes les copies des pièces attestant de la capacité juridique et technique de l'attributaire : Etablissement Matar Ndour</p>	<p>apparaître des non conformités au niveau des dates. Le constat reste maintenu.</p> <p>Après vérification des documents transmis, il s'avère qu' aucune lettre de notification et /ou d' information aux candidats non retenu n' est versée dans le dossier.</p> <p>Nous prenons acte des dispositions à prendre.</p> <p>Le décret portant code des marchés publics stipule en ses articles 44 et 78 alinéa 2 doit attester de sa capacité juridique, technique et environnemental ; les dispositions ne s' adressent pas au seul attributaire mais à tous les candidats. Le constat reste maintenu</p>
<p>6) Construction et réparation de salles de classes - Sur les documents manquants</p> <p>1. les ordres de service de commencer sont joints aux documents de paiement.</p> <p>2. le PV de réception existe bel et bien il était dans le dossier que vous aviez consulté lors de votre mission; nous vous en tenons copie.</p> <p>Au moment de l'ouverture des plis nous avons des difficultés de trésorerie; cette attente a fait basculer le marché dans la gestion 2013 pour laquelle il fallait attendre le vote du budget et son approbation.</p>	<p>Nous prenons acte des ordres de service joints aux documents de paiement. Le constat est levé pour ce marché.</p> <p>Nous prenons acte du PV de réception joint au dossier. Le constat est levé pour ce marché.</p> <p>Il convenait tout simplement dès lors que les crédits n' existaient plus d' annuler comme vous y autorise le</p>

	code des Marchés la procédure de passation du marché et d'inscrire le dit marché dans le PPM de 2013
<p>7) Construction et réparation de salles de classes - Transmission à la DCMF les données sur les DRP ayant atteint un certain seuil</p> <p>C'est vrai que nous n'avons pas fait publier l'attribution de cette DRP dans le site de l'ARMP nous tacherons de corriger à l'avenir ce manquement pour toutes autres attributions de DRP cf. (article 78 Alinéa 3b du code des marchés publics).</p> <p>Nous essaierons de corriger à l'avenir la cohérence entre les dates de manière séquentielle.</p>	Nous prenons acte des dispositions à prendre. Le constat reste maintenu.
<p>8) Construction et réparation de salles de classes - Sur la réception provisoire</p> <p>L'entreprise a commencé à lever certaines réserves toute fois sa retenue de garantie ne sera libérée qu'après satisfaction des recommandations : le tableau noir a été repeint à «l'ardoisine» par exemple. Les documents de réception provisoire sont joints à la réponse au rapport.</p>	Nous prenons acte des dispositions. Le constat reste maintenu, toutefois nous levons le point sur la non transmission du PV de réception.
<p>9) Fournitures de mobilier de bureau service état civil - Sur les documents manquants</p> <p>1- C'est vrai que nous n'avons pas publié l'attribution de ce marché dans le site de l'ARMP nous tacherons de corriger, à l'avenir, ce manquement pour toutes autres attributions de DRP.</p> <p>2- l'accusé de réception, des lettres d'invitation, vous a été présenté (nous vous les donnerons à nouveau).</p> <p>3- les lettres de notification au candidat retenu et celles aux candidats non retenus vous ont été présentées lors de votre mission (nous vous les donnerons à nouveau)</p> <p>4- l'ordre de service de commencer : nous corrigerons à l'avenir</p> <p>Nous vous donnerons également ci-joint les pièces attestant de la capacité juridique et technique de l'attributaire du candidat MANGUI NIL.</p>	<p>Le constat reste maintenu</p> <p>Nous prenons acte. Le constat est levé.</p> <p>Nous prenons acte. Le constat est levé.</p> <p>Le constat reste maintenu</p> <p>Le décret portant code des marchés publics stipule en ses articles 44 et 78 alinéa 2 doit attester de sa capacité juridique, technique et environnemental ; les dispositions ne s'adressent pas au seul attributaire mais à tous les candidats. Le constat reste maintenu</p>
<p>10) Fournitures scolaires pour les écoles de la Commune</p> <p>Réponse sur anomalies et points de non conformités :</p> <p>Aucun des quatre soumissionnaires ne remplit les critères de qualification.</p>	L'ensemble des candidats sollicité

<p>L'attributaire TOUBA BUREAUTQUE a présenté des états financiers et il dispose d'attestations de certifications de marchés similaires en plus il avait offert les prix les plus bas pour des échantillons de cahiers de qualité qu'il a présentés.</p> <p>Documents manquants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - publication définitive : Nous corrigerons à l'avenir - ordre de service : Nous corrigerons à l'avenir 	<p>doivent fournir toutes les pièces requises dès l'entame de la procédure, il ne s'agit pas du seul attributaire. Le constat reste maintenu.</p> <p>Nous prenons acte.</p>
<p>11) Appel d'offres services de gardiennage et de surveillance du marché central et des lieux publics</p> <p>Réponse sur anomalies et points de non conformités</p> <p>Les documents de paiements vous ont été bel et bien transmis ils couvrent les 12 mois du contrat: les mandats sont établis mensuellement (nous vous les donnerons à nouveau).</p> <p>L'ordre de service de commencer : Nous corrigerons à l'avenir</p> <p>La lettre de notification au candidat retenu (nous vous la donnerons à nouveau)</p> <p>Les attestations de l'IPRES, de l'inspection du travail et de la caisse de sécurité sociale sont renouvelées</p> <p>Nous avons demandé au soumissionnaire de préciser le lien entre SOGIS et ANAMRA :</p> <p>L'ANAMRA est l'association des militaires retraités des armées qui avait créé selon eux la société SOGIS pour répondre aux appels d'offres .Nous devions dans nos P.V mettre directement SOGIS mais c'est la présentation de la soumission qui nous a induit en erreur.</p> <p>Les soumissionnaires ont parfois de problèmes de rédaction de leur offre conformément au modèle du dossier type.</p> <p>Nous avons publié l'avis général de passation de marché et le PPM dans le site de l'ARMP, nous avons aussi publié l'avis général de passation de marché et l'avis d'appel d'offres dans un journal de grande diffusion ;à l'arrivée nous n'avons eu qu'un seul soumissionnaire.</p> <p>Nous aurions pu relancer l'avis d'appel d'offres avec, au moins trois mois de retard et avec les situations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la non satisfaction du service public de la sécurité de la circulation dans le marché central avec toutes les conséquences en matière de sécurité que cela engendrerait; - une incertitude sur les soumissionnaires qui se manifesteraient « vous avez-vous-même noté le faible niveau de réponses des candidats ». 	<p>Nous prenons acte des documents de paiement. Le constat est levé pour ce marché.</p> <p>Nous prenons acte des dispositions à prendre, le constat reste maintenu.</p> <p>Nous prenons acte de la lettre de notification. Le constat est levé pour ce marché.</p> <p>L'ANAMRA doit fournir des pièces en cours de validité établies exclusivement à son nom. Les pièces fournies pour ce dossier pour l'ANAMRA ne lui appartiennent pas. Cette indélicatesse pourrait conduire à son exclusion des marchés publics pour une durée déterminée. Le constat reste maintenu.</p>

<p>Dans le cas d'espèce nous avons eu qu'un seul soumissionnaire que nous connaissons bien et qui par le passé s'est acquitté correctement du service de sécurisation du flux de la circulation sur les allées qui bordent le marché central.</p> <p>Si l'unique soumissionnaire devrait être évalué à l'aune des exigences du cahier des cahiers nous devrions relancer le marché avec l'incertitude de revenir à la case départ et provoquer ,par conséquent, une rupture dans le service public de sécurité ,de tranquillité et salubrité publiques pour des centaines de milliers de personnes qui fréquentent quotidiennement le marché central.</p> <p>Nous ne manquerons pas à l'avenir de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - publier l'avis d'attribution définitive cf (article 85 du code des marchés publics); - soumettre le marché pour signature dans un délai minimum de 15 jours. 	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre. Le contrat reste maintenu.</p>
<p><i>12) Appel d'offres fournitures de tickets de perception, d'imprimés, de registres et d'imprimés pour la comptabilité</i></p> <p>Réponse sur anomalies et points de non conformités :</p> <p>l'ordre de service de commencer : nous corrigerons à l'avenir.</p> <p>Nous vous avons montré la notification lors de votre mission; nous vous en faisons copie à nouveau</p> <p>La spécificité de la confection des tickets de perception et la date butoir du 20 décembre de la perception municipale pour la prise en charge de ces valeurs que sont les tickets de perception font que nous devrions accorder le marché dans ces délais.</p> <p>Sur le délai de validité des offres {90 jours ou 60 jours) : c'est une coquille, il allait lire 90 jours.</p> <p>Sur ce cas précis Kadic multiservices a présenté un bilan et des marchés similaires avec seulement un an d'existence en plus son offre était le moins cher sur ce lot. Nous ne manquerons pas à l'avenir de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - publier l'avis d'attribution définitive cf :(article 85 du code des marchés publics) - soumettre le marché pour signature dans un délai minimum de 15 jours. 	<p>Nous prenons acte des dispositions à prendre. Le constat reste maintenu.</p> <p>Le document en question n' est pas versé dans le dossier transmis. Le constat reste maintenu</p> <p>Le constat reste maintenu.</p> <p>Le constat reste maintenu.</p> <p>Nous prenons acte des dispositions à prendre. Le constat reste maintenu.</p>

13) Entente directe : Fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques au district sanitaire

Les justificatifs de paiement vous seront transmis dans notre réponse ci-jointe

Par rapport au compte rendu détaillé à faire à Monsieur le premier ministre sur le déroulement de la procédure d'entente directe, nous ignorions cette nouvelle disposition du code de 2011 qui n'existait pas dans le code de 2007; nous tâcherons de corriger cet oubli lors de nos prochains marchés par entente directe.

Constat maintenu ; nous vous invitons à l'avenir à respecter cette disposition.

**OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DE LA COMMUNE
DE MBOUR SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple-Un But-Une Foi

REGION DE THIES

DEPARTEMENT DE MBOUR

COMMUNE DE MBOUR



Revue indépendante des marchés publics passés par la commune

De Mbour pour la gestion 2012

AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

CABINET GRANT THORNTON

REPONSES DE LA COMMUNE DE MBOUR

AU RAPPORT PROVISOIRE

Juillet 2014

Commune De Mbour

Boulevard Demba Diop BP 58

Email : Mbour1926 Site WEB : communedembour.com

Tel/FAX : 221 33 957 10 47

Nous vous donnons, in extenso, les réponses que nous apportons à votre rapport provisoire sur la revue indépendante, commanditée par l'ARMP, des marchés passés par la commune de Mbour pendant la gestion 2012.

Notre réponse s'articule en deux parties ; la première aura trait aux réponses d'ordre général communes à tous les marchés (I) ; la seconde aura trait aux réponses spécifiques propres à chacun des marchés sélectionnés selon les tableaux indiqués ci-dessous(II).

Avec le plan suivant :

- I) réponses d'ordre général communes à tous les marchés
- II) réponses spécifiques propres à chacun des marchés sélectionnés dans le cadre de la revue
 - II-A) Pour les demandes de renseignements et de prix
 - II-B) pour les appels d'offres ouverts
 - II-C) pour l'entente directe

Nous remarquons, au passage, que ce dit rapport provisoire nous l'avons reçu en période de campagne électorale pour les élections locales dans lesquelles la plus part des élus, membres de la commission des marchés, étaient impliqués.

Voilà, Monsieur le chef de mission, les raisons qui fondent le retard noté dans l'envoi des réponses au pré-rapport sur la revue indépendante des marchés de la commune de Mbour pour la gestion 2012.

Nous allons suivre progressivement l'agencement de votre présentation du rapport pour apporter des éléments de réponse.

I) REPONSES AUX REMARQUES D'ORDRE GENERAL

→ Recommandations de l'audit de 2010

Il est heureux, pour nous, de remarquer que la plus part des recommandations faites lors de la revue de 2010 ont été satisfaites (8 recommandations sur 11) soit un taux de satisfaction de 72,72 %.

→Transmission des actes de nomination des membres de la commission des marchés

Même s'il ya des retards dans la transmission des actes de nomination des membres de la commission des marchés aucun marché n'a été passé avant la transmission desdits actes à l'ARMP et à la DCMP. C'est le lieu de rappeler que les communes ont jusqu'au 31mars pour voter leur budget et qu'aussi, de façon pratique, les actes de nomination des membres de la commission des marchés accompagnaient, souvent, le PPM et l'avis général qui dépendent du budget.

→ Publication des attributions définitives des appels d'offres

Pour la publication des attributions définitives nous tenterons d'y remédier pour la prochaine fois conformément aux dispositions de l'article 85 du code des marchés publics.

→ Transmission à la DCMP les données sur les DRP ayant atteint un certain seuil

Nous ne manquerons pas également, à l'avenir, de transmettre à l'organe chargé du contrôle des marchés, DCMP, conformément aux dispositions de l'article 78.3b du code des marchés publics, les marchés, de mode de passation demande de renseignement et de prix, atteignant les seuils de

3 000 000 FCFA pour les fournitures et de 5 000 000 FCFA pour les travaux les éléments suivants :

- la liste des personnes consultées ;
- l'attributaire;
- le montant et la nature du marché.

Nous avons respecté les dispositions de l'article 78.2 pour la matérialité :

- des lettres d'invitation des candidats;
- de l'information des candidats non retenus ;
- de la notification à l'attributaire provisoire.

Ainsi, nous vous avons montré les décharges des candidats au cours des deux étapes de cette procédure. Nous vous enverrons les documents attestant le respect des dispositions de l'article 78.2 du code des marchés publics.

→ Application des articles 44 et 78-2

Pour l'application des articles 44 et 78 alinéa 2 : « tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché en présentant tous les documents et attestations appropriées énumérés par le dossier d'appel à la concurrence ».

Nous essayons de nous conformer progressivement à ces deux dispositions réglementaires tout en conseillant aux soumissionnaires **les voies de leur mise à niveau**.

Nous vous enverrons les copies des pièces justificatives des candidats retenus conformément aux dispositions des articles cités ci-dessus, pour les marchés sélectionnés pour lesquels le pré-rapport a dit : « non fournies ».

Les seules fois que nous avons laissé passer c'est quand nous étions dans une situation :

- de rupture de tickets de perception (la relance de l'avis d'appel d'offres nous mettrait dans une situation de priver à commune de Mbour d'au moins deux mois de recettes) ;
- de faire face aux urgences des opérations contre les inondations.

La relance de l'appel d'offres retarderait les travaux, prestations et fournitures de plus de deux mois, au moins, avec une incertitude sur les candidats potentiels quant à leur capacité à remplir les exigences de qualification pour les lesquelles l'appel d'offres a été relancé. Cela pourrait nous mettre

dans le cercle vicieux de relance et de soumissions de candidats ne remplissant pas toutes les exigences en matière de qualification quand bien même qu'ils soient capables de réaliser les fournitures, prestations et travaux pour les quels ils étaient retenus.

Dans ces cas de figures nous avons choisi le soumissionnaire le moins cher sur le prix et présentant le maximum de qualifications au regard du cahier des charges.

Dans tous les cas de figure, les fournitures, prestations et les travaux ont été réalisés à la satisfaction des bénéficiaires.

Si nous devons respecter à la lettre toutes les exigences des dossiers types nous serions dans une situation de déclarer beaucoup de nos appels d'offres infructueux. Par fois nous prenons les documents disponibles et nous donnons un délai aux candidats pour compléter les documents manquants.

Nous en venons maintenant aux réponses sur les remarques spécifiques:

II) REPONSES SPECIFIQUES AUX MARCHES SELECTIONNES DANS LE CADRE DE LA REVUE

II-A) POUR LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Travaux de terrassement et d'enlèvement des ordures dans les dépôts sauvages dans les quartiers périphériques

DONNEES DU MARCHE	
1 Financement	Budget communal
2 Nom de l'autorité contractante	Commune de Mbour
3 Intitulé du marché	travaux terrassement et enlèvement des ordures dans les dépôts sauvages dans les quartiers périphériques
4 NUMERO DU marché	S-14-CMB-12
5 Description des biens, services et travaux	travaux terrassement et enlèvement des ordures dans les dépôts sauvages dans les quartiers périphériques
6 Nom de l'attributaire du marché	ETABLISSEMENT MATAR NDOUR
7 Nombre d'offres reçues	4
8 Date de publicité de la demande de renseignement et de prix ou de la lettre d'invitation	03/10/2012
9 Date d'ouverture des plis	12/10/2012
10 Date de signature ou approbation contrat (si requis)	17/10/2012
11 date de publication des résultats	L'attribution du marché n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP
12 Date de notification	11/02/2013
13 Date ordre de services de commencer	ordre de service non transmis
14 Date de démarrage effectif de la prestation	A la réception de l'ordre de service selon le contrat

15 Délai D'exécution	5 JOURS
16 date de réception	22 /10/ 2012
17 Montant marché	5 487000 FCFA TTC
18 Montant du budget	6 000 000 FCFA TTC

Sur les documents manquants :

- 1 – l'ordre de service de commencer : nous corrigerons la prochaine fois
- 2- l'accusé de réception, des lettres d'invitation, vous a été présenté (nous vous les donnerons à nouveau)
- 3- les lettres de notification au candidat retenu et celles aux candidats non retenus vous ont été présentées (nous vous les donnerons à nouveau)

Les critères énoncés dans la lettre d'invitation sont prises en compte pour le choix de l'attributaire.

C'est vrai que nous n'avons pas publié l'attribution de ce marché dans le site de l'ARMP nous tacherons de corriger, à l'avenir, ce manquement pour toutes autres attributions de DRP.

Nous vous donnerons également ci-jointes les copies des pièces attestant de la capacité juridique et technique de l'attributaire : **Etablissement Matar Ndour**

Construction et réparation de salles de classes

DONNEES DU MARCHE	
1 Financement	Budget communal
2 Nom de l'autorité contractante	Commune de Mbour
3 Intitulé du marché	Construction et réparation de salles de classes
4 NUMERO DU marché	T-7-CMB-12
5 Description des biens, services et travaux	Construction et réparation de salles de classes
6 Nom de l'attributaire du marché	ENATRI SARL
7 Nombre d'offres reçues	5
8 Date de publicité de la demande de renseignement et de prix ou de la lettre d'invitation	20/07/2012
9 Date d'ouverture des plis	31/07/2012
10 Date de signature ou approbation contrat (si requis)	22/05/2013
11 date de publication des résultats	L'attribution du marché n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP
12 Date de notification	11/02/2013
13 Date ordre de services de commencer	ordre de service non transmis
14 Date de démarrage effectif de la prestation	Non indiquée
15 Délai D'exécution	6 mois
16 date de réception	PV de réception non transmise
17 Montant marché	23 949 FC378 FCFA TTC
18 Montant du budget	24 000 000 FCFA TTC

15 Délai D'exécution	5 JOURS
16 date de réception	22 /10/ 2012
17 Montant marché	5 487000 FCFA TTC
18 Montant du budget	6 000 000 FCFA TTC

Sur les documents manquants :

- 1 – l'ordre de service de commencer : nous corrigerons la prochaine fois
- 2- l'accusé de réception, des lettres d'invitation, vous a été présenté (nous vous les donnerons à nouveau)
- 3- les lettres de notification au candidat retenu et celles aux candidats non retenus vous ont été présentées (nous vous les donnerons à nouveau)

Les critères énoncés dans la lettre d'invitation sont prises en compte pour le choix de l'attributaire.

C'est vrai que nous n'avons pas publié l'attribution de ce marché dans le site de l'ARMP nous tacherons de corriger, à l'avenir, ce manquement pour toutes autres attributions de DRP.

Nous vous donnerons également ci-jointes les copies des pièces attestant de la capacité juridique et technique de l'attributaire : **Etablissement Matar Ndour**

Construction et réparation de salles de classes

DONNEES DU MARCHE	
1 Financement	Budget communal
2 Nom de l'autorité contractante	Commune de Mbour
3 Intitulé du marché	Construction et réparation de salles de classes
4 NUMERO DU marché	T-7-CMB-12
5 Description des biens, services et travaux	Construction et réparation de salles de classes
6 Nom de l'attributaire du marché	ENATRI SARL
7 Nombre d'offres reçues	5
8 Date de publicité de la demande de renseignement et de prix ou de la lettre d'invitation	20/07/2012
9 Date d'ouverture des plis	31/07/2012
10 Date de signature ou approbation contrat (si requis)	22/05/2013
11 date de publication des résultats	L'attribution du marché n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP
12 Date de notification	11/02/2013
13 Date ordre de services de commencer	ordre de service non transmis
14 Date de démarrage effectif de la prestation	Non indiquée
15 Délai D'exécution	6 mois
16 date de réception	PV de réception non transmise
17 Montant marché	23 949 FC378 FCFA TTC
18 Montant du budget	24 000 000 FCFA TTC

Sur les documents manquants :

1 – les ordres de service de commencer sont joints aux documents de paiement.

2- le PV de réception existe bel et bien il était dans le dossier que vous aviez consulté lors de votre mission ; nous vous en tenons copie.

Au moment de l'ouverture des plis nous avons des difficultés de trésorerie ; cet attente a fait basculer le marché dans la gestion 2013 pour la laquelle il fallait attendre le vote du budget et son approbation.

→Transmission à la DCMF les données sur les DRP ayant atteint un certain seuil

C'est vrai que nous n'avons pas fait publié l'attribution de cette DRP dans le site de l'ARMP nous tacherons de corriger, à l'avenir, ce manquement pour toutes autres attributions de DRP cf. (article 78 Alinéa 3b du code des marchés publics)

Nous essaierons de corriger à l'avenir la cohérence entre les dates de manière séquentielle.

→Sur la réception provisoire :

L'entreprise a commencé à lever certaines réserves toute fois sa retenue de garantie ne sera libérée qu'après satisfaction des recommandations : le tableau noir a été repeint à «l'ardoisine» par exemple. Les documents de réception provisoire sont joints à la réponse au rapport.

Fournitures de mobilier de bureau service état civil

DONNEES DU MARCHE	
1 Financement	Budget communal
2 Nom de l'autorité contractante	Commune de Mbour
3 Intitulé du marché	Fournitures de mobilier de bureau service état civil
4 NUMERO DU marché	F-09-CMB-12
5 Description des biens, services et travaux	Fournitures de mobilier de bureau service état civil
6 Nom de l'attributaire du marché	MANGUI NII
7 Nombre d'offres reçues	5
8 Date de publicité de la demande de renseignement et de prix ou de la lettre d'invitation	30/08/2012
9 Date d'ouverture des plis	Lettre d'invitation non transmise
10 Date de signature ou approbation du contrat (si requis)	17/10/2012
11 date de publication des résultats	L'attribution du marché n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP
12 Date de notification	11/02/2013
13 Date ordre de services de commencer	ordre de service non transmis
14 Date de démarrage effectif de la prestation	Non indiquée

15 Délai D'exécution	Non indiqué
16 date de réception	BL 03 /12/ 2012
17 Montant marché	5 686 420 FCFA TTC
18 Montant du budget	8 000 000 FCFA TTC

Sur les documents manquants :

1- C'est vrai que nous n'avons pas publié l'attribution de ce marché dans le site de l'ARMP nous tacherons de corriger, à l'avenir, ce manquement pour toutes autres attributions de DRP.

2- l'accusé de réception, des lettres d'invitation, vous a été présenté (nous vous les donnerons à nouveau).

3- les lettres de notification au candidat retenu et celles aux candidats non retenus vous ont été présentées lors de votre mission (nous vous les donnerons à nouveau)

4 – l'ordre de service de commencer : nous corrigerons à l'avenir

Nous vous donnerons également ci-joint les pièces attestant de la capacité juridique et technique de l'attributaire du candidat **MANGUI NII**

II-B) POUR LES APPELS D'OFFRES OUVERTS

Fournitures Scolaires Pour Les Ecoles De La Commune

DONNEES DU MARCHE	
NUMERO DU DAO	
1 Financement	Budget communal
2 Nom de l'autorité contractante	Commune de Mbour
3 Intitulé du marché	Fournitures scolaires pour les écoles de la commune de Mbour
4 Description des biens travaux ou services	Fournitures de cahiers craies et stylos
5 Nom de l'attributaire du marché	TOUBA BUREAUTIQUE
6 Nombre d'offres reçues	4
7 Date limite de dépôt des offres	21/12/2012
8 Date d'ouverture des plis	21/12/2012
9 Date de publication de l'attribution provisoire	22/01/2013
10 Date de signature /prestation de services (contrats)	06/02/2013
11 Date de d'approbation	N/A
12 Date de notification	11/02/2013
13 Date de publication de l'attribution définitive	NON TRANSMIS
14 Date ordre de services de commencer	NON TRANSMIS
15 Date de démarrage effectif	N/A
16 Délai D'exécution	15 JOURS
17 date de réception (provisoire)	20 /03/ 2013
18 Montant marché	21 260 270 FCFA TTC
19 Montant du budget	18 000 000 FCFA TTC

Réponse sur anomalies et points de non conformités :

Aucun des quatre soumissionnaires ne remplit les critères de qualification

L'attributaire **TOUBA BUREAUTQUE** a présenté des états financiers et il dispose d'**attestations de certifications de marchés similaires en plus il avait offert les prix les plus bas** pour des échantillons de cahiers de qualité qu'il a présentés.

Documents manquants :

→**publication définitive : Nous corrigerons à l'avenir**

→**ordre de service : Nous corrigerons à l'avenir**

APPEL D'OFFRES SERVICES DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DU MARCHE CENTRAL ET DES LIEUX PUBLICS

DONNEES DU MARCHE	
NUMERO DU DAO	
1 Financement	Budget communal
2 Nom de l'autorité contractante	Commune de Mbour
3 Intitulé du marché	d'offres services de gardiennage et de surveillance du marché central et des lieux publics
4 Description des biens travaux ou services	services de gardiennage
5 Nom de l'attributaire du marché	ANAMRA
6 Nombre d'offres reçues	1
7 Date limite de dépôt des ordures	20/08/2012
8 Date d'ouverture des plis	20/08/2012
9 Date de publication de l'attribution provisoire	14/09/2012
10 Date de signature /prestation de services (contrats)	27/09/2012
11 Date de d'approbation	N/A
12 Date de notification	NOTIFICATION NON TRANSMISE
13 Date de publication de l'attribution définitive	NON PUBLIE
14 Date ordre de services de commencer	NON TRANSMIS
15 Date de démarrage effectif	27/10/2012
16 Délai D'exécution	12 MOIS
17 date de réception (provisoire)	EN COURS
18 Montant marché	19 851 000 FCFA TTC
19 Montant du budget	20 000 000 FCFA TTC

Réponse sur anomalies et points de non conformités

Les documents de paiements vous ont été bel et bien transmis ils couvrent les 12 mois du contrat :les mandats sont établis mensuellement (nous vous les donnerons à nouveau)

L'ordre de service de commencer : **Nous corrigerons à l'avenir**

La lettre de notification au candidat retenu (nous vous la donnerons à nouveau)

Réponse sur anomalies et points de non conformités :

Aucun des quatre soumissionnaires ne remplit les critères de qualification

L'attributaire **TOUBA BUREAUTQUE** a présenté des états financiers et il dispose d'**attestations de certifications de marchés similaires en plus il avait offert les prix les plus bas** pour des échantillons de cahiers de qualité qu'il a présentés.

Documents manquants :

→ **publication définitive : Nous corrigerons à l'avenir**

→ **ordre de service : Nous corrigerons à l'avenir**

APPEL D'OFFRES SERVICES DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DU MARCHÉ CENTRAL ET DES LIEUX PUBLICS

DONNEES DU MARCHÉ	
NUMERO DU DAO	
1 Financement	Budget communal
2 Nom de l'autorité contractante	Commune de Mbour
3 Intitulé du marché	d'offres services de gardiennage et de surveillance du marché central et des lieux publics
4 Description des biens travaux ou services	services de gardiennage
5 Nom de l'attributaire du marché	ANAMRA
6 Nombre d'offres reçues	1
7 Date limite de dépôt des ordures	20/08/2012
8 Date d'ouverture des plis	20/08/2012
9 Date de publication de l'attribution provisoire	14/09/2012
10 Date de signature /prestation de services (contrats)	27/09/2012
11 Date de d'approbation	N/A
12 Date de notification	NOTIFICATION NON TRANSMISE
13 Date de publication de l'attribution définitive	NON PUBLIE
14 Date ordre de services de commencer	NON TRANSMIS
15 Date de démarrage effectif	27/10/2012
16 Délai D'exécution	12 MOIS
17 date de réception (provisoire)	EN COURS
18 Montant marché	19 851 000 FCFA TTC
19 Montant du budget	20 000 000 FCFA TTC

Réponse sur anomalies et points de non conformités

Les documents de paiements vous ont été bel et bien transmis ils couvrent les 12 mois du contrat :les mandats sont établis mensuellement (nous vous les donnerons à nouveau)

L'ordre de service de commencer : **Nous corrigerons à l'avenir**

La lettre de notification au candidat retenu (nous vous la donnerons à nouveau)

Les attestations de l'IPRES, de l'inspection du travail et de la caisse de sécurité sociale sont renouvelées

Nous avons demandé au soumissionnaire de préciser le lien entre SOGIS et ANAMRA :

L'**ANAMRA** est l'association des militaires retraités des armées qui avait créé selon eux la société SOGIS pour répondre aux appels d'offres. Nous devions dans nos P.V mettre directement SOGIS mais c'est la présentation de la soumission qui nous a induit en erreur.

Les soumissionnaires ont parfois de problèmes de rédaction de leur offre conformément au modèle du dossier type .

Nous avons publié l'avis général de passation de marché et le PPM dans le site de l'ARMP, nous avons aussi publié l'avis général de passation de marché et l'avis d'appel d'offres dans un journal de grande diffusion ; à l'arrivée nous n'avons eu qu'un seul soumissionnaire.

Nous aurions pu relancer l'avis d'appel d'offres avec, au moins, trois mois de retard et avec les situations suivantes:

- la non satisfaction du service public de la sécurité de la circulation dans le marché central avec toutes les conséquences en matière de sécurité que cela engendrerait ;
- une incertitude sur les soumissionnaires qui se manifesteraient « vous avez-vous-même noté le faible niveau de réponses des candidats ».

Dans le cas d'espèce nous avons eu qu'un seul soumissionnaire que nous connaissons bien et qui par le passé s'est acquitté correctement du service de sécurisation du flux de la circulation sur les allées qui bordent le marché central.

Si l'unique soumissionnaire devrait être évalué à l'aune des exigences du cahier des cahiers nous devrions relancer le marché avec l'incertitude de revenir à la case départ et provoquer, par conséquent, une rupture dans le service public de sécurité, de tranquillité et salubrité publiques pour des centaines de milliers de personnes qui fréquentent quotidiennement le marché central.

Nous ne manquerons pas à l'avenir de :

- publier l'avis d'attribution définitive cf (**article 85 du code des marchés publics**) ;
- De soumettre le marché pour signature dans un délai minimum de 15 jours.

APPEL D'OFFRES FOURNITURES DE TICKETS DE PERCEPTION, D'IMPRIMES, DE REGISTRES ET D'IMPRIMES POUR LA COMPTABILITE

DONNEES DU MARCHE	
NUMERO DU DAO	
1 Financement	Budget communal
2 Nom de l'autorité contractante	Commune de Mbour
3 Intitulé du marché	Appel d'offres fournitures D'imprimés et registres et d'imprimés pour la comptabilité Lot 2

NUMERO DU MARCHÉ	NON NUMEROTE
4 Description des biens travaux ou services	FOURNITURES D'IMPRIMES
5 Nom de l'attributaire du marché	KADIC MULTISERVICES
6 Nombre d'offres reçues	3
7 Date limite de dépôt des ordures	19/11/2012
8 Date d'ouverture des plis	19/11/2012
9 Date de publication de l'attribution provisoire	10/12/2012
10 Date de signature /prestation de services (contrats)	19/12/2012
11 Date de d'approbation	N/A
12 Date de notification	24/12/2012
13 Date de publication de l'attribution définitive	NON PUBLIE
14 Date ordre de 1 – l'ordre de service de commencer..... services de commencer	NON TRANSMIS
15 Date de démarrage effectif	N/A
16 Délai D'exécution	15 JOURS
17 dates de réception (provisoire)	19/03/2013
18 Montant marché	6 366 000 FCFA TTC
19 Montant du budget	10 000 000 FCFA TTC

Réponse sur anomalies et points de non conformités :

1 – l'ordre de service de commencer : nous corrigerons à l'avenir.

Nous vous avons montré la notification, lors de votre mission ; nous vous en faisons copie à nouveau

La spécificité de la confection des tickets de perception et la date butoir du 20 Décembre de la perception municipale pour la prise en charge de ces valeurs que sont les tickets de perception font que nous devrions accorder le marché dans ces délais.

Sur le délai de validité des offres (90 jours ou 60 jours) :c'est une coquille, il fallait lire 90 jours.

Sur ce cas précis **Kadic multiservices** a présenté un bilan et des marchés similaires avec seulement un an d'existence en plus son offre était le moins cher sur ce lot.

Nous ne manquerons pas à l'avenir de :

- publier l'avis d'attribution définitive **cf : (article 85 du code des marchés publics) ;**
- De soumettre le marché pour signature dans un délai minimum de 15 jours.

II-C) pour l'entente directe

ENTENTE DIRECTE : FOURNITURES DE MEDICAMENTS ET PRODUITS PHARMACEUTIQUES AU DISTRICT SANITAIRE

DONNEES DU MARCHÉ	
1 Financement	Budget communal
2 Nom de l'autorité contractante	Commune de Mbour
3 Intitulé du marché	Fournitures de médicaments et produits pharmaceutiques